

*L'emploi*

font valoir à quel point la situation est désastreuse. Mais nous ne les entendons pas souvent proposer des solutions pour régler ces problèmes.

**Une voix:** Vous n'écoutez pas.

**M. McDermid:** Vous n'entendez pas non plus.

**M. Henderson:** Nous n'entendons pas beaucoup de solutions. Le député de Central Nova (M. MacKay) a mentionné dans son discours le nombre de postes importants occupés par des étrangers. Ces messieurs d'en face ont eu neuf mois devant eux—il leur en a fallu cinq pour convoquer le Parlement—mais ils n'ont rien fait.

**M. McDermid:** Nous nous sommes quand même débarrassés de Mackasey.

**M. Henderson:** Quand les conservateurs sont venus dans ma région—les gens ne les ont jamais oubliés et ne les oublieront jamais—ils ont commencé par tout bloquer. Apparemment, c'était leur devise: bloquer tout ce qui bouge, et si ça ne bouge pas, au rancart!

Lorsqu'ils ont formé le gouvernement, ils avaient tout le temps d'agir pour remédier à certaines choses dont ils se plaignent. Heureusement pour les Canadiens, ils ont été mis à la porte.

Nous traversons actuellement une période difficile, c'est certain, mais je pense que les Canadiens préfèrent quand même le gouvernement actuel à celui dont ils se sont débarrassés le 18 février 1980.

**Une voix:** Ce n'est pas ce que disent les sondages.

**M. John McDermid (Brampton-Georgetown):** Monsieur l'Orateur, c'est avec plaisir que je clos le débat sur la motion proposée par mon honorable ami de Rosedale (M. Crombie), avec l'appui de mon honorable ami du Yukon (M. Nielsen). Il est utile, je pense, de rappeler à la Chambre le texte de cette motion, que voici:

Que la Chambre reproche au gouvernement de ne pas avoir, de propos délibéré, créé de possibilités d'emploi pour les Canadiens.

J'ai passé toute la journée à suivre le débat et je crois pouvoir résumer en trois points ce qu'ont dit les porte-paroles du gouvernement. Premièrement, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) a déclaré: «J'ai raison. Je vais faire ce qu'il faut, faites-moi confiance. Appuyez-moi et le travail se fera.» Ce fut le premier argument avancé par le gouvernement. Puis nous avons entendu les députés du parti au pouvoir crier haut et fort: «Ce n'est pas notre faute. C'est la faute des autres, des provinces, des municipalités. C'est la faute des États-Unis. C'est la faute de l'Europe. C'est la faute de quelqu'un d'autre, mais pas la nôtre. Ne nous faites pas de reproches. Nous nous débattons tant bien que mal, mais nous sommes obligés de suivre les ordres de quelqu'un d'autre». Autrement dit, de n'importe qui. Le troisième argument qui a été défendu avec ardeur par les députés d'en face était le suivant: «Sans nous, ce serait bien pire». C'est sans doute l'explication la plus incroyable que le gouvernement ait cherché à nous donner de la journée.

Nous devrions passer en revue certaines déclarations faites par certains députés. Le ministre des Communications (M. Fox) a déclaré qu'il regrette l'inaction totale du gouvernement en matière de création d'emplois. Il regrette les coupures effectuées dans les programmes d'emploi, éliminant ainsi des centaines de localités dans tout le pays qui connaissent pour-

tant un taux de chômage élevé, et reproche au gouvernement de n'avoir pas su jusqu'ici proposer une stratégie d'emploi global pour l'année prochaine. Il a fait cette déclaration alors que la Chambre siégeait depuis environ 4 semaines.

Le gouvernement actuel est au pouvoir depuis deux ans. Il ne nous a pas proposé de stratégie en matière d'emploi. En fait, il ne nous a proposé aucune stratégie. Au début de la journée, nous avons entendu le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et son collègue le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray)—ou quelque soit le niveau auquel il a été rétrogradé—je ne sais pas exactement ce qu'il en est. Cela faisait peut-être partie de son programme de démission à laquelle il s'était engagé si les taux d'intérêt augmentaient. C'est peut-être une façon de le pousser dehors. Nous avons entendu certains députés de l'arrière-ban nous rappeler aujourd'hui toutes les dépenses que le gouvernement effectue à la ronde. Il dépense 15 millions de dollars par-ci, 20 millions de dollars par-là.

Le député de Louis-Hébert (M. Dawson) a passé 15 de ses 20 minutes à lire une liste d'entreprises du Québec que le gouvernement a aidées. Si on lui demandait de lire la liste de celles qu'il a aidées en Ontario, cela lui prendrait à peu près 30 secondes.

Je peux vous dire, monsieur l'Orateur, que si le gouvernement m'offrait une garantie bancaire de cinq millions, je pourrais créer dès demain dans ma localité, 200 emplois hautement spécialisés. Le gouvernement voudrait-il écouter? Non. Il offre les obligations pour l'expansion de la petite entreprise, une sorte de caution pour ceux qui sont acculés à la faillite. Mais il n'offre rien aux producteurs de l'Ontario. Pourtant, c'est là qu'il y a des emplois à créer. Il faut bien aider ceux qui sont en difficultés financières mais il ne faudrait pas oublier non plus ceux qui sont déjà productifs et exploitent des technologies de pointe. Ils ont élaboré des programmes raisonnables mais le gouvernement ne juge pas bon de les aider.

● (2150)

Il y a eu aussi le député de Longueuil (M. Olivier), sauf erreur, toujours président du groupe parlementaire québécois qui nous a tenu ces propos. Voici ce qu'il a dit: «Dans une société riche comme la nôtre il est honteux de soutenir qu'un taux de 7 à 8 p. 100 de chômage soit acceptable». Il a parfaitement raison, mais où est-il aujourd'hui? Où est-il ce grand apôtre, car nous avons un taux de chômage de 7 ou 8 p. 100. Nous ne l'avons pas entendu parler depuis qu'il a été réélu. Il est muet comme une carpe.

Puis il a été question de créer de nombreux emplois. Nos vis-à-vis peuvent bien parler de création d'emplois à nos chômeurs. Parlons de ces 100,000 emplois que nous oppose le ministre. Combien ont-ils duré? Huit ou dix mois et les gens se sont retrouvés dans la rue. Ensuite le ministre prépare une autre fournée, saupoudre quelques dollars ici et là et contente quelques personnes. Dans ma circonscription qui compte 168,000 habitants, on a créé huit emplois pour 40 semaines et ce fut tout. Je vais maintenant vous dire combien de personnes touchent actuellement des prestations d'assurance-chômage dans ma localité. Elles étaient 8,724 le 31 janvier. En janvier 1981, on en dénombrait 5,500, soit une hausse de 3,000. Voilà ce qui se passe et tous ces programmes ne sont que de la poudre aux yeux pour faire croire aux gens que le gouverne-